



## Une inoculation de «bleuite» sous contrôle au Venezuela

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2019

[Mémoire des luttes](#) 4 septembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

On ne saura sans doute jamais si le « président imaginaire » Juan Guaido a cru (ou non) un seul instant aux fables qu'il a raconté. Lorsqu'il s'autoproclame chef de l'Etat « par intérim », le 23 janvier 2019, au terme d'une manifestation de l'opposition littéralement convoquée la veille par le vice-président étatsunien Mike Pence, « Maduro » est censé s'effondrer en quelques jours, laissant place à un « gouvernement de transition ». Garantie absolue, satisfait ou remboursé. Un mois s'est néanmoins déjà écoulé quand Guaido annonce que, s'appuyant sur un réseau de 250 000 volontaires, pas un de moins, une pseudo « aide humanitaire » (arrivée des Etats-Unis par avions cargo militaires) entrera au Venezuela par les frontières de la Colombie et du Brésil « *sí o sí* » – littéralement « oui ou oui », « que cela plaise (au pouvoir) ou non ».

Seul résultat concret de ce 23 février : un fiasco mémorable couronne l'opération. « Crise sur le gâteau », on va découvrir que Gaby Arellano et José Manuel Olivares, envoyés du président fantoche à Cúcuta (Colombie) pour coordonner ce show avant tout médiatique, se sont mis dans la poche une part substantielle des fonds destinés à le financer, qu'un des camions transportant « l'aide » a été incendié, côté colombien de la frontière, non par les forces de l'ordre bolivariennes mais par les nervis qu'a recrutés l'opposition [1] et enfin que les quelque dizaines de militaires vénézuéliens ayant commis l'imprudence de se rallier aux nouvelles « autorités » ont été abandonnés à leur triste sort, complètement à la dérive, en Colombie, par ceux qui les ont incités à désertir.

Le temps passant, et malgré ses rodomontades répétées de semaine en semaine – « *On est là et on va y rester ! Tous dans la rue, pour la phase définitive qui mettra fin à l'usurpation !* » (6 avril 2019) –, l'« effet Guaido » perd de sa force auprès d'opposants qui, de manière pour le moins irrationnelle, se sont laissés subjugués par une icône fabriquée de toutes pièces, dont ils n'avaient jamais entendu parler six mois auparavant [2]). Il faut à Guaido tenter un coup de poker pour reprendre la main.

Le 30 avril au petit matin, il apparaît sur les réseaux sociaux, prétend parler depuis le cœur de la base militaire de La Carlota (Caracas) prise par les hommes en uniforme qui l'entourent (en plan serré), affirme pour le énième fois entamer la « phase finale » de son projet et soutient que l'armée a basculé en sa faveur (tout en l'appelant au soulèvement !) : « *C'est le moment, lance-t-il sur Twitter. Les vingt-quatre Etats du pays se sont engagés sur le même chemin : il n'y a plus de retour en arrière. L'avenir nous appartient : le peuple et l'armée unis pour mettre fin à l'usurpation.* » Assigné à résidence depuis 2017, le dirigeant de Volonté populaire Leopoldo López se tient à ses côtés et précise, lui aussi dans un tweet, avoir été « libéré par des soldats ».

Secrétaire général de l'organisation des Etats américains (OEA) et homme lige de l'administration Trump, Luis Almagro se félicite immédiatement de « *la fin de l'usurpation* (du chef de l'Etat légitime) ». De Bogotá, en impudent adepte du « droit d'ingérence », le président Iván Duque appuie le coup d'Etat. Son homologue brésilien, le boutefeu (dans tous les sens du mot) et nostalgique de la dictature militaire Jair Bolsonaro réitère sur Twitter son soutien à la... « *transition démocratique en cours au Venezuela* ». Depuis Washington enfin, la « troïka de la tyrannie » qui entoure Trump – John Bolton (conseiller à la sécurité nationale), Mike Pompeo (ministre des affaires étrangères) et Elliott Abrams (en charge du Venezuela) – presse Maduro de quitter le pays.

Ce « grand bluff » ne fait pas illusion plus de quelques heures : les « factieux » ne se trouvent pas dans la base aérienne de La Carlota, mais à proximité ; seule une poignée de militaires sans troupes les accompagne ; malgré les incessantes menaces provenant tant de Washington que de Guaido, la Force armée nationale bolivarienne (FANB) renouvelle son appui aux institutions légitimes ; échaudés, les antichavistes restent à la maison au lieu de déferler, comme on les y invite, dans les rues du pays.

Après un affrontement avec les forces de l'ordre – trois policiers et cinq militaires loyaux blessés par balle (dont deux très sérieusement) –, puis un bref repli par le quartier bourgeois d'Altamira – fief de l'opposition –, les putschistes se débandent et Leopoldo López échange son statut d'assigné à résidence, dans sa confortable demeure, pour un séjour « *tapas et paella* » (à durée indéterminée) dans l'ambassade d'Espagne, où il se réfugie.

Fin de cet épisode grotesque – mais très dangereux ! Guaido et les siens ont joué un petit jeu potentiellement mortel pour la vie de pas mal de Vénézuéliens. La même technique fut employée le 11 avril 2002 lors du bref coup d'Etat contre Hugo Chávez : diffuser un énorme mensonge – à l'époque, un faux massacre des manifestants de l'opposition par les « hordes » chavistes [3], aujourd'hui la prise d'une base militaire grâce à un supposé soulèvement de l'armée – avec comme unique objectif de faire basculer une masse critique d'officiers pas forcément « putschistes », mais peu désireux de se retrouver dans le mauvais camp en cas de chute de Maduro. Jouant de la carotte et du bâton pour se les rallier, Guaidó n'a-t-il pas proposé une loi d'amnistie accordant toutes les garanties aux responsables civils et militaires qui collaboreraient au « rétablissement de la démocratie » ? Ce genre de (ce qu'on n'appelait pas encore) « *fake news* » fonctionna au début des quelques heures de la séquestration de Chávez en 2002. Il tombe complètement à plat cette année. Fort heureusement ! Aujourd'hui comme hier, un renversement réussi du président constitutionnel ne peut mener qu'à un déchaînement de violence aux incalculables répercussions.

Que ses partisans locaux et ses soutiens étrangers le veuillent ou non, en interne l'« opération Guaido » a définitivement atteint ses limites. C'est donc depuis l'extérieur des frontières que la déstabilisation du Venezuela doit s'organiser. Même si, et contrairement à une idée répandue, Caracas n'y est pas particulièrement isolée : quasiment les trois quarts de la « communauté internationale » – composée des 193 pays plus 4 observateurs [4] représentés au sein de l'Assemblée générale des Nations unies – reconnaissent Nicolás Maduro comme président légitime de la République bolivarienne du Venezuela et ignorent royalement Guaido. Mais les Etats-Unis et leurs alliés – avec, en tête de liste, l'Union européenne et onze pays néolibéraux latino-américains emmenés par les peu fréquentables Bolsonaro (Brésil) et Duque (Colombie) au sein du Groupe dit « de Lima » – font feu de tout bois pour occulter cette réalité. Aidés dans cette noble tâche par les « *gatekeepers* », rédacteurs en chef « pensée conforme » et autres journalistes des médias dominants.

Qu'on l'appelle comme on veut, « guerre non conventionnelle », « guerre hybride » ou « guerre de quatrième génération » (G4G) [5], l'agression contre la République bolivarienne a atteint des niveaux exécrables. A la « guerre économique » sournoisement menée de l'intérieur depuis 2013 par l'organisation de pénuries et les attaques contre la monnaie, se sont ajoutées, depuis l'Ordre exécutif signé par Donald Trump en août 2017, des mesures coercitives unilatérales étatsuniennes s'apparentant à un véritable blocus. Actes de piraterie économique, ces mesures interdisent au système financier mondial de participer à toute opération de renégociation de la dette souveraine de Caracas (ou de la compagnie pétrolière nationale PDVSA), perturbent le fonctionnement de l'industrie pétrolière, principale source de revenus du pays, confisquent tous les avoirs de l'Etat vénézuélien présents à l'étranger (pour parfois les remettre, dans des conditions particulièrement scabreuses, aux représentants et « dirigeants » illégitimes nommés par Guaido).

Le 6 août, un nouveau décret destiné cette fois à torpiller un dialogue, dont ne veut à aucun prix Washington, engagé entre représentants du gouvernement et de l'opposition à La Barbade, avec la médiation de la Norvège, a encore accentué cette « punition collective » imposée au peuple vénézuélien. Il accroît les pressions et menaces sur les firmes, entreprises et armateurs étrangers pour qu'ils cessent toute transaction commerciale avec l'Etat vénézuélien, que celui-ci vende son pétrole, son or ou achète des aliments et des médicaments destinés à la population [6]. « *Nous envoyons un signal aux parties tierces qui veulent faire des affaires avec le régime Maduro : soyez extrêmement prudents*, a averti Bolton. *Le temps du dialogue est terminé. Il est temps d'agir maintenant.* »

D'après des estimations crédibles du gouvernement vénézuélien, les pertes globales pour l'économie se sont montées à 23,3 milliards de dollars d'août 2017 à décembre 2018, auxquelles s'ajoutent, sur la même période, 30 autres milliards de dollars d'actifs gelés, en grande partie aux Etats-Unis. Un tel blocus économique et financier destiné à faire tomber un « régime » en affamant sa population viole le droit international et la Charte des Nations unies. Ancien rapporteur indépendant en matière de droits de l'Homme auprès de cette institution, Alfred de Zayas, et il n'est pas le seul, estime que ces « sanctions » relèvent du « crime contre l'Humanité ».

Dans un tel contexte, on serait en droit d'attendre que les grandes multinationales dites de « défense des droits fondamentaux » montent au créneau. Malheureusement, parties prenantes dans la bataille politico-médiatique qui se mène contre le Venezuela, un certain nombre d'organisations néo-gouvernementales (ONG) se livrent à une exploitation maligne du thème des droits humains. Par « organisations néo-gouvernementales » on entendra « structures et bureaucraties dites de la "société civile" se présentant comme neutres, indépendantes de tout pouvoir politique, mais en réalité fonctionnelles aux objectifs du gouvernement des Etats-Unis » (et de certains gouvernements européens).

Le 22 août 2019, en présentant un document élaboré par onze de ces organisations locales ou internationales [7], José Miguel Vivanco, directeur pour les Amériques de Human Right Watch (HRW), demandait au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU d'enquêter sur « *les abus aberrants commis [par le pouvoir] au Venezuela, d'identifier les responsables et, si possible, d'établir la chaîne de commandement* ». Signataire de cette injonction, Amnesty International mène pour sa part une campagne infernale contre la République bolivarienne (et le Nicaragua sandiniste), confondant manifestement la « responsabilité de protéger » (R2P, déjà hautement problématique) avec la « responsabilité de persécuter ».

Décontextualisant la situation, omettant volontairement les attaques, y compris violentes, déclenchées par l'opposition contre la démocratie, ignorant délibérément les victimes

chavistes (et sandinistes au Nicaragua), Amnesty n'a de cesse de dénoncer « *une politique systématique de répression des dissidents* » (on notera le vocabulaire, ressorti des catacombes de la guerre froide : il ne s'agit même pas de grosses ficelles, mais de câbles d'acier) [8].

Chaque rapport d'Amnesty s'apparente à un « Apocalypse Now » destiné à expédier Nicolás Maduro et les dirigeants qui l'accompagnent devant la Cour pénale internationale (CPI) – à l'instar sans doute de Laurent Gbagbo, chef d'Etat ivoirien fort peu prisé de Paris et de Nicolas Sarkozy, frappé de sanctions par l'Union européenne pendant la crise post-électorale 2010-2011, arrêté en avril 2011 avec l'aide des troupes françaises présentes dans son pays, incarcéré pendant sept années par la CPI à La Haye, avant d'être... acquitté définitivement le 15 janvier dernier en raison de « *bases [d'inculpation] incertaines et douteuses, inspirées par un récit manichéen et simpliste.* »

On pourrait rajouter « mensonger » et « manipulateur » s'agissant d'Amnesty et du Venezuela. Par chance pour l'organisation, ses relais médiatiques, dans leur paresse infinie, se contentent généralement de recopier ses communiqués. S'ils prenaient la peine de lire, par exemple, les 53 pages du dernier rapport « Faim de justice ; crimes contre l'Humanité au Venezuela » (14 mai 2019), peut-être sursauteraient-ils devant l'aveu suivant : « *Amnesty International a également dénoncé au moins 8 000 exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité entre 2015 et 2017, dont... huit ont fait l'objet d'un examen approfondi* [c'est nous qui avons rajouté les points de suspension et le gras]. *Toutes ces informations (sic !) ont permis à l'organisation d'établir la nature systématique et généralisée des événements de janvier 2019 contre la population civile.* » Dans ces conditions, on ne devrait pas tarder à découvrir un « charnier de Timisoara » rebaptisé bien entendu « charnier d'Altamira » [9]... Un Maduro en « Dracula des Caraïbes » ferait de superbes titres de « unes », non ?

Qu'on se souvienne un instant de Colin Powell... Ministre des Affaires étrangères de George W. Bush, celui-ci se félicitait en octobre 2001 : « Les ONG sont pour nous un tel levier, une part tellement importante de notre équipe de combat [10]... »

Aucun observateur digne de ce nom n'oserait prétendre qu'il n'y a aucune bavure policière au Venezuela [11] ; qu'on n'y a jamais détecté un quelconque cas de torture – en témoigne la mort de Rafael Acosta, officier ayant participé à la tentative de « *golpe* » du 30 avril et à l'évidence décédé des suites des sévices qui lui ont été infligés (deux agents des services de renseignements ont été inculpés de meurtre par les autorités) ; que certaines situations n'exigent pas une enquête impartiale et approfondie – s'agissant par exemple du décès suspect par « suicide », dans les locaux du Service bolivarien de renseignement national (Sebin), du conseiller municipal d'opposition Fernando Alban, impliqué dans une tentative d'assassinat (bien réelle par ailleurs) du président Maduro ; que le Sebin en question ne mérite pas une reprise en main et un contrôle des plus sérieux, agité qu'il est par de parfois très étranges convulsions (c'est une poignée de ses fonctionnaires qui ont libéré Leopoldo López le 30 avril, le chef de l'institution, le général Manuel Christopher Figuera, faisant défection quelques jours plus tard avant de rejoindre sa famille à Miami, d'où, accueilli à bras ouverts par ceux-là même qui hier le traitaient d'assassin, il multiplie les accusations, spectaculaires, mais pas vraiment nouvelles, contre Maduro et son entourage.

Pour autant, il est totalement aberrant d'affirmer, à partir de chiffres « trafiqués » par des ONG locales financées depuis les Etats-Unis et l'Europe, qu'on a affaire au Venezuela, à travers la torture, les disparitions forcées et l'assassinat, à « *une stratégie globale du gouvernement de Nicolas Maduro pour neutraliser l'opposition* ». Si l'agression contre la

République bolivarienne n'était aussi dramatique, on pourrait même s'amuser de voir la meute qui, mois après mois, article après article, diatribe après diatribe, a tenu le public en haleine en évoquant une « insécurité terrifiante au Venezuela », changer soudainement et son fusil d'épaule et son angle d'attaque en accusant de façon systématique les Forces d'action spéciales de la police (FAES) de se livrer à des exécutions extrajudiciaires lorsqu'elles affrontent des bandes criminelles ou paramilitaires lourdement armées et que tombent des délinquants (et, semble-t-on ouvertement regretter, pas suffisamment de policiers !).

En ce sens, le rapport prétendument dévastateur rendu public par la Haute commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme (HCDH), Michelle Bachelet, le 5 juillet, relève davantage d'une opération politique que de la défense des droits humains. Pas plus qu'Amnesty ou HRW (qui ont statut consultatif auprès de l'ONU, ce qui explique pour une bonne part la concomitance des accusations), ce rapport, qui incrimine un « désastre humanitaire » dû au seul gouvernement, ne mentionne la déstabilisation économique, les mesures coercitives unilatérales des Etats-Unis, la tentative d'assassinat (démocratique ?) de Nicolás Maduro (le 4 août 2018), l'usurpation de la fonction de président de la République par Guaido, sa tentative de coup d'Etat du 30 avril, les phases de violence insurrectionnelle - dites « *guarimbas* » - déclenchées par l'opposition en 2014 et 2017...

Nommée à la tête de la Commission des droits de l'homme de l'ONU le 10 août 2018, Michelle Bachelet n'y est pas arrivée avec une équipe qu'elle aurait constituée. C'est celle de son prédécesseur, le prince jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, notoirement pro-américain (bien qu'anti-Trump) et très hostile au Venezuela, qui a rédigé le rapport que, sans apparents états d'âme, elle a présenté. En août 2017, écrit sous l'autorité du même haut fonctionnaire princier en interviewant (par téléphone !) quelque 150 personnes, dont « des victimes, des témoins, des journalistes, des avocats et des médecins », un précédent document dénonçait déjà « *le recours généralisé et systématique à une force excessive pendant les manifestations, et la détention arbitraire de manifestants et d'opposants politiques présumés* ». En le présentant et en le commentant, le prince fit alors remonter le début de cette « répression » à 2014 (année des premières « *guarimbas* »). Très amusant ! Présidente du Chili et entourée d'une majorité de gouvernements « de gauche » dans la région, Michelle Bachelet dénonçait à cette époque les méthodes insurrectionnelles de l'opposition vénézuélienne : « *Nous n'appuierons jamais un mouvement qui refuse le résultat des élections et cherche à renverser par la violence un gouvernement élu librement et démocratiquement* [12]. »

Cinq années ont passé, la droite conservatrice a fait un retour en force sur le continent. Les ors de sa nouvelle fonction méritent bien un rapprochement avec de nouveaux amis : Bachelet se souvient que, outre la médecine, elle a étudié la stratégie militaire à l'Académie chilienne de la stratégie et des politiques ainsi qu'à l'Inter-American Defense College des Etats-Unis. Il doit lui revenir aussi qu'en deux mandats à la tête du Chili, elle s'est abstenue de faire réformer la Constitution laissée par le général Augusto Pinochet. Au risque d'accélérer (ou dans le but de favoriser) le traitement de la requête déposée par six pays contre Nicolás Maduro devant la CPI, elle fait désormais le jeu de ceux qu'elle critiquait hier et accable le Venezuela.

Pour aller vite et reprendre une expression plutôt franco-française, on dira que « ce n'est pas la bachelette qui tourne, c'est le sens du vent ».

Mais ce vent ne tourne-t-il pas également au cœur du pouvoir vénézuélien, annonçant de bien sombres lendemains ? On pourrait légitimement le supposer. Immédiatement après la

tentative de coup d'Etat du 30 avril, l'exposition de son contexte est faite par un Elliott Abrams soudain très prolix devant les médias internationaux : des « conversations secrètes », explique-t-il, avaient lieu depuis plusieurs semaines avec le président du Tribunal suprême de justice (TSJ) Maikel Moreno, *le ministre de la Défense* Vladimir Padrino López, le directeur de la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM) et commandant de la Garde d'honneur présidentielle Iván Hernández Dala, ainsi qu'avec quelques généraux (dont bien entendu le chef du Sebin, Manuel Cristopher Figuera). Tous s'étaient mis d'accord avec l'opposition et Washington pour renverser Nicolás Maduro. Des hauts fonctionnaires étatsuniens soulignent (sous couvert de l'anonymat) qu'un « accord en quinze points » avait été trouvé. Pour qui douterait encore, Gustavo Tarre, l'« ambassadeur » de Guaido qu'a reconnu l'OEA en bafouant toutes les procédures de l'organisation (ce qui a provoqué de fermes protestations du Mexique, de l'Uruguay et des pays de la Caraïbe), confirme l'existence de cette conspiration.

En substance : tandis que le chef du TSJ publierait un arrêt rétablissant l'Assemblée nationale dans ses fonctions, le ministre de la défense forcerait le chef de l'Etat à démissionner. Seulement, ajoutera Bolton, le complot ayant été découvert - à cause des Russes et des Cubains, devra préciser de son côté Mike Pompeo ! - les intéressés se seraient momentanément « dégonflés » et auraient abandonné en rase campagne - ou presque, Altamira étant passablement urbanisé - Leopoldo López et Guaido.

Il n'empêche... Le chef de l'Etat serait-il entouré de traîtres ? Telle est l'affirmation qui soudain tourne en boucle et se répand. Les précautions et la paranoïa n'étant jamais très éloignées, on imagine déjà un Maduro ayant la sensation d'évoluer dans un panier de crabes, paniqué, anéanti, tremblant de tous ses membres, la tête dans un étau. Ecartant les uns, se méfiant des autres, jetant sur tous des regards suspicieux. D'autant que les renégats semblent se multiplier. Ses alliés traditionnels commenceraient à lui tourner le dos, lit-on ici et là, et notamment le Parti Communiste du Venezuela (PCV). Interrogé par l'Agence France Presse, un porte-parole du département d'Etat américain confirmera bientôt, sans donner de noms, que « *des dizaines de prétendus très proches alliés de Maduro* » membres de son premier cercle, ont tenté ces derniers mois de « *négoier son départ* » en contactant « *des responsables gouvernementaux américains par plusieurs moyens* ». Et voici d'ailleurs que le pire arrive - « *Toi aussi, Brutus !* » - en la personne du président de l'Assemblée nationale constituante (ANC) et numéro deux du « régime », Diosdado Cabello.

C'est le 19 août, depuis Bogotá, sous la signature du journaliste Joshua Goodman, que l'agence Associated Press (AP) a fait éclater la bombe : des conversations elles aussi secrètes ont lieu entre Cabello et un proche de Donald Trump. Le *Wall Street Journal* embraye en révélant que « *Cabello cherche à obtenir des garanties du gouvernement des Etats-Unis pour que lui et d'autres chavistes puissent continuer à participer à la vie politique vénézuélienne s'il s'unit aux efforts destinés à chasser Maduro du pouvoir* »...

En résumé : totalement isolé, Maduro n'a plus rien à attendre de personne, chacun le laisse tomber pour peu que cela ça serve ses intérêts. Le cœur du pouvoir va devenir un champ de bataille permanent, avec ses trahisons, ses doubles jeux, ses coups de poignard dans le dos, ses purges, ses victimes, ses provisoires vainqueurs et, en inéluctable conséquence, un chavisme définitivement démantelé.

On ne dira jamais assez l'importance qu'a la mémoire pour analyser tel ou tel événement. Car la méthode employée en l'occurrence n'a rien de nouveau. On l'appelle la « bleuite ». Elle renvoie à la France et à un épisode particulièrement retors de la guerre d'Algérie. Son

principal protagoniste français s'appelle Paul-Alain Léger. Capitaine, celui-ci a rôdé pendant la guerre perdue d'Indochine (1946-1954) ses techniques de « retournement de l'ennemi ». En 1957, pendant la « bataille d'Alger », il est parvenu à arrêter Yacef Saadi, chef du Front de libération nationale (FLN) pour la zone autonome d'Alger. A la tête de son Groupe de renseignements et d'exploitation (GRE) composé d'anciens fellaghas [13] « retournés » et vêtus pour certains de bleus de chauffe – d'où la terreur provoquée chez les militants algériens par la « bleuite » –, il poursuit son objectif : infiltrer le FLN, le noyauter, l'intoxiquer, le détruire de l'intérieur.

Une rafle de circonstance permet l'arrestation d'une jeune militante du FLN, Tadjer Zohra. Léger l'approche, la traite avec mansuétude, lui laisse entendre qu'elle n'a rien fait de très grave et va s'en tirer. Bavardant régulièrement avec elle, il lui confie incidemment qu'il a des agents doubles infiltrés jusque chez les cadres des insurgés. Il lui arrive même de s'absenter quelques instants, laissant traîner sur son bureau des lettres et des listes marquées du tampon « secret ». Les lettres sont imaginaires, mais les signatures et les cachets authentiques. Seule dans la pièce, Zohra peut lire les noms des « informateurs » du capitaine. Effarée, elle reconnaît ceux des principaux chefs de la Zone 1 de la Wilaya 3. Elle mord à l'hameçon.

Lorsque Léger la relâche, la jeune Algérienne quitte la Casbah et se précipite chez les rebelles. A Mazouz, chef de la Zone 1, elle raconte ce qu'elle croit avoir appris. La machine se met en marche : la suspicion se répand dans tout le maquis. Chacun se méfie de l'autre, surveille ses paroles, ses gestes, des hommes insoupçonnables tombent. Soumis à la question, certains avouent n'importe quoi, donnent tous les noms qui leur passent par la tête. Le rapport présenté par Mazouz au colonel *Amirouche* Aït Hamouda, commandant de la Wilaya 3, est accablant. Le virus de la « bleuite » se répand partout. « *La manipulation ennemie fut tellement bien réussie qu'un bon nombre de moudjahidines suspectés, dont de nombreux instruits et intellectuels, furent liquidés après avoir subi d'atroces tortures* », écrira bien plus tard un ancien combattant de l'Armée de libération nationale (ALN), Mohamed Amokrane Aït-Mehdi, dit Si Mokrane [14]. La purge, dont aujourd'hui encore on ne peut dénombrer les victimes – certains historiens avançant le chiffre de 4 000 morts – déstabilisa durablement la rébellion [15].

Bien entendu, le Venezuela de 2019 n'est pas l'Algérie de 1957 et, quant au potentiel dénouement, comparaison n'est pas raison. Néanmoins, l'objectif de l'opération psychologique est le même : diviser et dresser les uns contre les autres les principaux dirigeants chavistes. A partir de révélations d'autant plus plausibles que, dans une situation aussi tendue, au rythme où le camp bolivarien devient plus menacé, rétroactivités négatives et retournements d'alliances sont amenés à se développer. Provoquées par la lassitude, le découragement, la crainte, l'opportunisme, mais aussi la trahison ou la corruption, de réelles défections ont eu lieu, de l'ex-procureure générale Luisa Ortega à l'ancien chef des services de contre-renseignement militaire, le général Hugo Carvajal, en passant par bien d'autres, dont celle de Rafael Ramírez, le « tzar du pétrole » sous les mandats de Chávez – tous en « villégiature » semble-t-il particulièrement confortable, pour ne pas dire luxueuse, à l'étranger (à l'exception de Carvajal, détenu en Espagne et dont les Etats-Unis réclament l'extradition).

Pour autant, l'inoculation de « bleuite » destinée à frapper cette fois le cœur du chavisme en y introduisant la méfiance mutuelle est, jusqu'à preuve du contraire, tombée complètement à plat. Tant le président du TSJ que le haut commandement militaire serrent les rangs autour de Maduro, qui leur renouvelle publiquement sa confiance. Interrogé sur son supposé

« lâchage » du chef de l'Etat, le secrétaire général du comité central du Parti communiste vénézuélien, Oscar Figuera, dément catégoriquement [16]. Cabello qualifie de « *manipulation médiatique* » la dépêche d'AP. Et les grosses coutures de la « propagande grise » - cette technique consistant à mêler des vérités factuelles à des mensonges pour que les premières crédibilisent les seconds - apparaissent au grand jour.

En effet, créant la surprise, le président Maduro révèle le 20 août, depuis La Guaira, l'existence de contacts effectivement « secrets », depuis plusieurs mois, à haut niveau, entre le Venezuela et les Etats-Unis (vraisemblablement avec Mauricio Claver-Carone, conseiller « Amérique latine et Caraïbes » à la Maison-Blanche). On pourrait bien entendu douter d'une telle « révélation ». Mais Donald Trump en personne la confirme le lendemain ! Créant un certain trouble au sein de l'opposition vénézuélienne. Agaçant au plus haut point les faucons Elliott Abrams et John Bolton, ce dernier s'offrant le luxe, le 23, de contredire son patron : ces contacts avaient lieu « *dans le dos de Maduro* ». Pendant ce temps, Guaido se raccroche aux branches en prétendant qu'il s'agissait d'une « *stratégie commune* » et qu'il était au courant.

« *Ils croient qu'ils vont nous diviser avec des blagues* », a raillé Cabello ! Au terme de cette épidémie enrayée de « bleuite », le pouvoir bolivarien a une fois de plus réaffirmé sa force et son unité politique. Non seulement Maduro résiste, mais le gouvernement démontre à chaque moment critique qu'il est capable de faire descendre en foules imposantes les secteurs populaires dans la rue.

Pour autant, la menace persiste. Même si Guaido se noie, multipliant les gesticulations pour tenter de camoufler son naufrage : le 28 août, n'a-t-il pas formé un « gouvernement parallèle » avec Leopoldo López en « premier ministre » (*Comisionado Presidencial*), Julio Borges en « ministre des Affaires étrangères » et, pour parfaire l'illusion, quelques comparses - Humberto Prado aux « droits de l'Homme », Alejandro Plaz à l'économie (et surtout à la gestion des actifs volés à la République bolivarienne à l'étranger). Cette annonce a bien sûr provoqué pas mal de rires ou de sourires en coin : les réunions de ce Conseil des ministres auront-elles lieu à Bogotá (ou vit Julio Borges) ou dans l'ambassade d'Espagne (où réside Leopoldo López) ?

Au Venezuela même, toutes ces clowneries provoquent un croissant rejet. La crédibilité de Guaido s'effondre. L'imposture ne marche pas, ne marche plus. On l'a poussée à sa puissance maximale sans obtenir de résultat positif. Après l'avoir propulsé aux nues en tant que « président par intérim », sans pêcher par excès de nuances, les médias internationaux, déçus, désabusés, ne s'intéressent plus guère à lui. Plusieurs acteurs politiques de l'opposition - dont l'ancien candidat à la présidence de la République Henri Falcón (2018) - condamnent le blocus qu'entendent imposer les Etats-Unis grâce à l'ordre exécutif « d'embargo total » signé le 5 août et appelé de ses vœux pas Guaido.

Il n'en demeure pas moins que cet étranglement économique se poursuit, imposé par les véritables patrons du cirque. Le 9 août, Elliot Abrams a affirmé que les sanctions ne seraient pas levées « *tant que Maduro n'aurait pas quitté le pouvoir* ». Lors d'une Conférence internationale pour la démocratie au Venezuela, tenue au début de ce mois d'août à Lima, Bolton a déclaré de son côté : « *L'unique négociation possible avec Maduro, c'est celle permettant de savoir quel avion il va prendre[pour s'exiler].* » Les messages allant dans le même sens se multiplient : en aucun cas Nicolás Maduro, Diosdado Cabello et Tareck el Assaïmi (autre poids lourd de la révolution, ministre de l'Industrie) ne pourront à l'avenir participer à une quelconque élection. Voire même être présents dans le pays lorsqu'elles



auront lieu. Dans son infinie générosité, Elliott Abrams a même offert une « amnistie » au chef de l'Etat s'il accepte de partir volontairement, sur la plage de son choix, pour un exil doré [17]. Ce qui s'appelle incontestablement prendre ses désirs pour des réalités.

La République bolivarienne résiste, ferme dans l'adversité. Bien qu'en souffrance, en raison des difficultés économiques, les secteurs populaires ne lâchent pas. La FANB et son haut commandement non plus, qui ont clairement décidé de défendre la souveraineté nationale. Maduro ne partira pas et, qui sait, pourrait même trouver des opposants responsables pour négocier une sortie de crise. A l'international, la diplomatie de la canonnière prend l'eau. Le Groupe de Lima n'est plus qu'une machine à pondre des communiqués dépourvus d'effets. Discréditée, l'OEA voit se multiplier les critiques des proches amis de Caracas, la Bolivie et le Nicaragua, mais aussi du Mexique, de l'Uruguay et de la Communauté des Caraïbes. Très significativement, et à l'avant-garde de la fronde, le gouvernement uruguayen a déjà annoncé qu'il ne soutiendra pas la réélection de son compatriote Luis Almagro à la tête de l'Organisation, l'an prochain. La très proche élection en Argentine, que le néolibéral Mauricio Macri a mené au désastre économique (sans que le pays ne soit agressé par personne, sauf, peut-être, le FMI !) risque de modifier dans un sens lui aussi favorable l'équilibre entre bellicistes et modérés sur le continent. D'autant que le pyromane Bolsonaro se brûle chaque jour un peu plus les ailes dans le brasier amazonien. Et que, indépendamment de Moscou et de Pékin, qu'exaspèrent l'unilatéralisme de Washington et qui, en conséquence soutiennent fermement le Venezuela, le reste de la fameuse « communauté internationale » commence à douter sérieusement de « la chute de Maduro ».

De fait, après les absurdes simagrées observés autour de la « reconnaissance » hâtive de Guaido, les diplomaties – Pays-Bas, Espagne, Portugal, Allemagne, etc. – maintiennent ou reprennent des contacts réguliers avec le gouvernement légitime. La Norvège se pose toujours en médiatrice pour l'organisation d'un dialogue (qui, semble-t-il, a repris). L'Union européenne dénonce un peu mollement, mais dénonce, les « sanctions extraterritoriales » de Washington – non par éthique, mais parce que des grandes entreprises européennes sont menacées. Même Michelle Bachelet, touchée par la grâce (après les dures critiques reçues pour son rapport déséquilibré), vient, fin août, de s'inquiéter : la seule chose à attendre de ces « sanctions », « *dures et trop amples* », c'est « *malheureusement une émigration plus importante, car elles vont exacerber la pauvreté* ».

Les rapports de force évoluent dans un sens favorable. Pour Caracas, il faut tenir en attendant l'embellie. Pour Washington, il faut faire vite pour parachever le désastre. Trump a imprudemment fait du Venezuela une affaire personnelle et, dans un an, se présentera pour un second mandat. Dans ce registre, « le Roi est nu ». Si, au moment de ce scrutin, Maduro est toujours au pouvoir, le prestige du candidat à la réélection en sortira écorné. Dès lors, comme répété mille fois, « *toutes les options sont sur la table* ». La « bleuite » en faisait (et en fait toujours) partie. Parmi bien d'autres. Le 22 août, Craig Faller, chef du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis, a réitéré à Natal (Brésil), devant les chefs d'état-major des Forces armées de quatorze pays latino-américains, que la crise au Venezuela est devenue « *une menace pour la paix régionale* ». Une semaine plus tard, Mike Pompeo a annoncé la création d'une « Unité des affaires du Venezuela » (AUV), destinée à « rétablir la démocratie » dans ce pays, et dirigée par le chargé d'Affaires James Story, depuis... l'ambassade des Etats-Unis à Bogotá [18].

Dans cette situation où tout est brouillé, indistinct, emmêlé, le récent « prix Nobel de la Guerre », Iván Duque, qui a réussi la performance de torpiller les Accords de paix dont avait besoin son propre pays [19], demeure à l'évidence le meilleur allié des Etats-Unis pour

semer le chaos au Venezuela – et dans la région.

Maurice Lemoine

Notes

[1] Information confirmée (ultérieurement) par le *New York Times* :  
<https://www.nytimes.com/2019/03/10/world/americas/venezuela-aid-fire-video.html>

[2] Guaidó a été élu député avec 97 000 voix et ne préside l'Assemblée nationale (par ailleurs dans l'illégalité depuis janvier 2016) que parce que les quatre principaux partis d'opposition, dont le sien, Volonté populaire, ont décidé de se succéder à ce poste, par rotation, au début de chaque année.

[3] Sur cet épisode, voir : <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/05/LEMOINE/8838>

[4] Le Saint-Siège, les Îles Cook, Niue (Etat insulaire du Pacifique sud) et l'Etat de Palestine.

[5] Type de conflit destiné à renverser le pouvoir d'un Etat en évitant si possible une intervention militaire directe, mais en utilisant tous les moyens de pression – diplomatiques, politiques, économiques, sociaux et culturels – et en contrôlant l'opinion à travers les opérations psychologiques (et donc l'appareil médiatique).

[6] On peut consulter une liste actualisée des mesures coercitives unilatérales étatsuniennes sur le site de Romain Migus : <https://www.romainmigus.info/2019/01/chronologie-des-sanctions-economiques.html>

[7] Acción Solidaria (ACSOL), Centro Derechos Humanos – Universidad Católica Andrés Bello, Centro de Justicia y paz (Cepaz), Civilis Derechos Humanos, COFAVIC, Espacio Público et PROVEA pour le Venezuela ; Global Center for the Responsibility to Protect, Human Rights Watch, Commission internationale des juristes et Amnesty International pour leurs relais... médiatico-planétaires.

[8] Appel à pétition de la section française d'AI (10 août 2019).

[9] Le 22 décembre 1989, pendant la phase terminale du régime de Ceausescu en Roumanie, des agences de presse annoncent la découverte d'un charnier contenant 4630 cadavres de manifestants d'opposition tués lors d'émeutes dans la région de Timisoara. Reprise par la totalité des médias – de *Libération* et *Le Monde* en France, en passant par *TF1* et *l'Événement du Jeudi* – l'information suscite une intense émotion dans l'opinion publique et précipite la chute du pouvoir communiste roumain. On découvrira un mois plus tard qu'il s'agissait d'une grossière manipulation : décédés de mort naturelle, les corps en question ne dépassaient pas la vingtaine et avaient été exhumés du cimetière des pauvres de Timisoara.

[10] Haut Conseil de la Coopération internationale, « Rapport de la Commission "Crises, prévention des

crises et reconstruction” », La Documentation française, Paris, mars 2005.

[11] D’après le Ministère public, 335 fonctionnaires et agents de l’Etat sont incarcérés ou sous le coup d’une enquête pour non respect des droits humains ; entre août 2017 et mai 2019, 104 condamnations ont été prononcées contre des membres des forces de l’ordre pour usage excessif de la force.

[12] « Bonnes et mauvaises victimes au Venezuela » :  
<http://www.medelu.org/Bonnes-et-mauvaises-victimes-au>

[13] Combattants partisans de l’Algérie indépendante.

[14] Mohamed Amokrane Aït-Mehdi, *Le dur et invraisemblable parcours d’un combattant*, Editions Rafar, Alger, 2012.

[15] Sur cet épisode de la « bleuite », lire entre autres, Yves Courrière, *La Guerre d’Algérie*, (« *L’heure des colonels* » [tome 3]), Fayard, Paris, 1970.

[16] <https://www.mondialisation.ca/verite-ou-fake-le-parti-communiste-venezuelien-lache-le-president-maduro/5636081>

[17] <https://www.costadelsolfm.org/2019/08/28/usa-ofrece-ammistia-a-maduro-si-deja-el-poder/>

[18] <https://translations.state.gov/2019/08/28/creation-of-the-venezuela-affairs-unit/>

[19] Dénonçant le non respect par l’Etat de ces Accords signés en septembre 2016, une fraction de l’ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a annoncé le 29 août qu’elle reprenait les armes.

La source originale de cet article est [Mémoire des luttes](#)  
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Mémoire des luttes](#), 2019

Articles Par : [Maurice Lemoine](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d’articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l’article, l’adresse url ainsi qu’un hyperlien vers l’article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d’auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)